

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal de Syrie

N° 59 du 09 au 18.07.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_syriens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part :

Karim Mohsen : Des massacres qui tombent à pic!

1 Politique

Les grandes manœuvres

1-1 MajedNehmé explique la guerre en Syrie.

2 Pays Arabes & voisins

Liban

L'armée libanaise renforce sa présence à la frontière avec la Syrie.

---

---

---

Tiré à part :

Karim Mohsen : Des massacres qui tombent à pic!

Ce qu'il y a de remarquable dans les massacres qui se succèdent en Syrie, c'est sans aucun doute, leur étrange coïncidence.

Etrange, en effet, ces massacres qui «tombaient à pic» au moment même où le Conseil de sécurité se réunit sur la Syrie. Cela a été le cas pour Hula, El Koubeir et jeudi à Treimsa, qui ont ainsi allongé la liste du martyrologe syrien, donnant, chaque fois, l'opportunité à l'opposition d'exiger du Conseil de sécurité une résolution «contraignante» sous le chapitre VII de la charte de l'ONU. A cela s'ajoutent les condamnations sélectives qui visent le régime de Damas, occultant la part de la rébellion syrienne qui participe activement à ensanglanter le pays. De fait, l'opposition armée syrienne, pressée sans doute de prendre le pouvoir en Syrie, fait pression sur l'ONU et tente de faire intervenir militairement des forces extérieures à la Syrie et à la région sous le label du Conseil de sécurité. Jusqu'ici, en vain. Surtout du fait de l'opposition de la Russie et de la Chine à l'aventure que l'on veut faire courir aux peuples du Moyen-Orient, que serait une intervention armée étrangère. En fait, tous les «coups» semblent avoir été bons, pour parvenir à ces fins. Certes! Aussi, cette synchronisation entre les pics de violence en Syrie, de vrais massacres, avec les moments où la communauté internationale se rencontre pour examiner la situation dans ce pays est par trop parfaite et convenue pour être innocente.

On ne voit pas, en effet, le régime de Damas, à moins d'être parano et suicidaire, donner des arguments - aussi sanglants - à ses adversaires et les conforter dans leur position. Il est patent que le régime de Damas partage avec l'opposition armée syrienne la responsabilité de ce qui se passe en Syrie, mais mettre tous ces dépassements à l'actif d'une seule partie, comme le fait l'Occident - qui rejette toute

possibilité de dialogue intersyrien, exigeant en revanche le départ de Bachar Al Assad - n'aide en rien à trouver une solution à la crise en Syrie. Est-il normal que des grandes puissances, à leur tête les Etats-Unis - membre permanent du Conseil de sécurité - loin de contribuer à rapprocher les belligérants, font leurs exigences de l'opposition qui met comme préalable, à toute discussion, le départ sine qua non, du dirigeant syrien. L'inattendu est que le régime syrien résiste. Alors, on passe aux grandes manœuvres, les massacres à grande échelle. C'est ce qui se passe en Syrie. L'émotion, largement justifiée, que suscitent ces crimes annihile en fait toutes réflexions et lucidité permettant une analyse saine de la situation. Mais le matraquage des médias, la désinformation récurrente, sur ce qui arrive réellement en Syrie, les condamnations d'une seule partie sans autre réserve ou précaution, sont tels qu'il est devenu impossible de faire la part des choses, comme de comprendre les tenants et aboutissants de la crise syrienne. Le massacre de Treimsa, (notons que la majorité des morts de Treimsa sont des rebelles, des hommes armés. Personne n'a condamné l'Otan pour avoir tué les talibans à ce que l'on sache?) Comme ceux de Hula et d'El Koubeir sont odieux, mais personne n'a tenté, par des moyens indépendants, de savoir ce qui y eut lieu réellement.

Les chiffres que donne une ONG basée à Londres - qui accapare l'information sur la Syrie et alimente télévisions, radios et agences - sont en fait invérifiables, laquelle accuse systématiquement le régime de Damas, accusations répercutées par les agences et télévisions mondiales qui ne s'inquiètent pas de vérifier ce qu'il en est en vérité. N'a-t-on pas, en son temps, accusé les Serbes de génocide des Albanais du Kosovo? Ce qui permit, entre autres l'intervention de l'Otan (Kfor). Après coup, il s'est avéré qu'il n'en était rien. Trop tard, l'Alliance était déjà sur place au Kosovo. Ce scénario est resservi en Syrie, l'essentiel étant d'accabler le régime syrien et faire porter à son crédit tous les malheurs du peuple syrien. Or, l'opposition syrienne qui pousse à la guerre, soutenue par l'Occident, semble prête à toutes les outrances comme à marcher sur les cadavres de milliers de Syriens pour parvenir à ses fins.

15 juillet 2012 09:04

<http://french.irib.ir/analyses/articles/item/200435-des-massacres-qui-tombent-à-pic-par-karim-mohsen>

---

---

## 1 Politique

### Les grandes manœuvres

#### 1-1 MajedNehmé explique la guerre en Syrie

Dans l'interview qu'il a accordée à «Algérie patriotique», MajedNehmé, directeur et rédacteur en chef d'Afrique-Asie, décrit les enjeux inavoués du conflit né de la crise en Syrie et évalue les risques d'embrassement dans la région à travers le Liban où se déroulent des affrontements armés.

Il situe également ce conflit par rapport à la confrontation Est-Ouest et parle du rôle du Qatar et de l'Arabie Saoudite.

**Pour MajedNehmé, ces deux monarchies pétrolières n'agissent pas d'une manière autonome.**

*RamdaneOuahdi*

Dimanche 15 Juillet 2012

***Des informations très contradictoires nous parviennent sur ce qui se passe en Syrie. Quelle est la situation exacte dans ce pays actuellement ?***

Comme l'a reconnu le chef de l'État syrien dans son discours du 26 juin dernier, à l'occasion de l'investiture du nouveau gouvernement syrien, «nous vivons une véritable situation de guerre ! Toutes nos politiques et tous les secteurs doivent être mis au service de la victoire dans cette guerre !» Il s'agit donc d'un aveu majeur, quoique tardif, car jusqu'ici, le mot «guerre» était soigneusement évité. Le pouvoir a cherché à dédramatiser la gravité de la situation, se contentant de parler de «bandes armées», de «terroristes» ou de «djihadistes d'Al-Qaïda» infiltrés dans le pays via le Liban, la Turquie, la Jordanie et passablement via l'Irak. Pratiquement, tous les pays limitrophes, à l'exception d'Israël, participent d'une manière ou d'une autre à cette guerre ! Il a longtemps hésité avant de jeter toutes ses forces dans la balance estimant, à tort, qu'il était en mesure de venir à bout de cette rébellion armée à moindres frais. Il a d'abord surestimé la solidité du front intérieur, tout comme l'ampleur des engagements financiers et militaires des Occidentaux et des pays du Golfe en faveur de la rébellion. Il voulait également éviter de rééditer le scénario de la ville de Hama de 1982 quand Hafez al-Assad, le père de l'actuel président, y avait écrasé dans le feu et le sang, après quatre années de guérilla islamiste, un ultime soulèvement armé,

sous la conduite d'Al-Tali'a al-Mouqatila (l'avant-garde combattante), branche armée des Frères musulmans syriens. Cette faction minoritaire et dissidente des Frères musulmans avait auparavant multiplié les attentats contre le régime (assassinats de personnalités scientifiques, universitaires, militaires proches du régime, liquidation de près de cent élèves de l'académie militaire d'Alep, triés selon leur appartenance religieuse à la communauté alaouite etc.), exactement comme c'est le cas aujourd'hui, mais à huis-clos, la révolution numérique n'était pas encore là. La confrontation finale se solda par la destruction de plusieurs quartiers de la ville de Hama et le massacre de quelques milliers de ses habitants qui s'étaient solidarisés avec les rebelles en armes. Il s'en est suivi une répression implacable des Frères musulmans qui furent pourchassés, emprisonnés, exécutés ou exilés. Une loi d'exception fut par la suite promulguée condamnant à la peine capitale toute personne appartenant à cette confrérie. Dans la foulée, le régime baathiste, profitant de cette campagne d'éradication de l'organisation clandestine des Frères musulmans, étendit la répression aux forces syndicales et démocratiques de gauche qui demandaient plus de libertés et une démocratisation politique, sociale et économique du régime. Elles ont fait les frais de cette insurrection avortée des Frères musulmans. Une chape de plomb s'abattit sur le pays sans que cela gêne les États-Unis, les pays occidentaux et les monarchies du Golfe qui avaient à cette époque besoin de la Syrie pour pacifier le Liban, victime d'une interminable guerre civile et pour mettre au pas les organisations palestiniennes qui y avaient élu domicile... Avec la mort de Hafez al-Assad en juin 2000 et l'accession de son fils Bachar à la présidence, grâce au soutien direct de l'ancien ministre de la Défense de l'époque, Moustafa Tlass (un sunnite de Homs dont le fils, Manaf, vient de faire défection), le régime poursuivra une libéralisation timide qui donnera naissance à un éphémère «Printemps de Damas» vite réprimé. Il s'est traduit par la libération de la parole et l'éclosion de nombreux forums de débats à travers le pays, exigeant la fin de l'état d'urgence, le multipartisme et le retrait des troupes syriennes du Liban. Le système sécuritaire fut également dénoncé par les nombreuses associations des droits de l'Homme. C'en était trop pour les caciques du régime (essentiellement les services de sécurité et le parti Baath) qui avaient réussi à amener le jeune président, encore otage des différents centres de pouvoir hérités de son père, à clore ce chapitre printanier qui aura duré à peine six mois. En dépit du coup d'arrêt de l'été 2001, qui se solda par l'arrestation de nombreux animateurs de forums de la société civile, force est de reconnaître qu'une nouvelle dynamique politique s'était déclenchée, instaurant une nouvelle atmosphère politique malgré la poursuite d'une répression qu'on pourrait qualifier de «soft» par comparaison à la phase antérieure. La chape de plomb d'une époque a, en effet, vécu. La libération d'un grand nombre de prisonniers politiques, le retour négocié et conditionnel de nombreux opposants exilés, dont des anciens membres des Frères musulmans et de baathistes irakiens, s'est amplifié. Mais ce retour n'était pas massif et était soumis à l'accord préalable des services de sécurité qui procédaient au cas par cas. Et la loi condamnant à la peine capitale toute personne appartenant aux Frères musulmans est toujours en vigueur quoique non appliquée. Instruit par l'expérience avortée du «Printemps de Damas», le régime choisit, sans doute par prudence excessive, la «voie chinoise» vers la démocratie. La perestroïka d'abord, la glasnost ensuite. Plutôt qu'une ouverture politique rapide, le parti Baath opta pour une modernisation «technique de l'économie.» Pour justifier ce ralentissement des réformes politiques, le régime invoqua également, non sans raison, les défis régionaux majeurs auxquels il fait face : poursuite de l'occupation israélienne d'une partie du territoire syrien (les plateaux du Golan occupés en juin 1967), l'impasse du processus de paix en Palestine, la situation en Irak et, last but not least, le Liban où la Syrie maintenait, jusqu'en 2005, un contingent militaire de plusieurs milliers de personnes. Car depuis l'échec de la dernière rencontre entre l'ancien président syrien Hafez al-Assad et le Président américain Bill Clinton, à Genève, en 2000, les États-Unis ont pratiquement abandonné leurs efforts pour aboutir à un règlement du conflit israélo-arabe (entre Israéliens et Palestiniens, entre Israéliens et Syriens et entre Israéliens et Libanais), laissant les protagonistes à eux-mêmes, donc au bon vouloir des Israéliens. Depuis l'an 2000, plusieurs événements régionaux sont venus bousculer – et retarder – le calendrier des réformes sur le plan intérieur. En voici les principaux :

1 - Le 2 mars 2000, un sommet de dernière chance eut lieu à Genève entre les présidents Bill Clinton et Hafez al-Assad, tous deux en fin de règne (Clinton étant arrivé vers la fin de son deuxième mandat qui se terminera en novembre 2000 et Hafez al-Assad étant au chapitre de l'agonie). A l'ordre du jour de ce sommet : la conclusion d'un accord de paix global entre la Syrie et Israël sur la base de la paix et de la

normalisation en contrepartie du retrait des forces d'occupation israélienne aux frontières du 4 juin 1967. Un tel accord aurait ouvert la voie à un accord similaire avec le Liban et facilité la conclusion d'un accord de paix final avec les Palestiniens. Face au refus des Israéliens, soutenus par les Américains, de se retirer de la totalité des territoires syriens, la rencontre, mal préparée, se conclut, au bout de seulement deux heures de palabres, par un échec retentissant. Le 10 juin, Hafez al-Assad disparaît, emporté par la maladie laissant à son fils et successeur, ce lourd héritage. C'est dans ce contexte que le gouvernement de Ehud Barak, pensant à tort priver la Syrie d'une carte maîtresse, à savoir la carte de la résistance contre l'occupation israélienne au Sud Liban, décide de retirer unilatéralement ses forces du Liban, harcelées de plus en plus audacieusement par le Hezbollah, soutenu à la fois par la Syrie et l'Iran. C'est l'inverse qui se produit : le Hezbollah sort renforcé de cette «débâcle» israélienne. La Syrie également. Loin d'affaiblir l'emprise de la Syrie sur le Liban, elle le renforce considérablement. Désormais, le sort du Hezbollah – devenu véritable Etat dans l'État au Liban – et de la Syrie sont indissociable. Le retrait israélien unilatéral – mais incomplet, puisque Israël maintient son occupation des hameaux de Cheb'aa, sous prétexte qu'ils appartiennent à la Syrie – du Liban ne régler donc rien et n'aboutit pas à la signature d'un traité de paix séparée avec le gouvernement libanais.

2 - Parallèlement à l'intransigeance israélienne sur les fronts libanais et syrien, l'échec des négociations de camp David et de Taba entre Palestiniens et Israéliens, sous l'égide des États-Unis, la même année 2000, déclenchent la deuxième Intifada dans les territoires occupés. Une Intifada soutenue par la Syrie. Au grand dam de la nouvelle administration américaine dominée, avec G.-W. Bush, par les néo conservateurs. Les attentats du 11 septembre 2001, qui conduisirent les États-Unis et leurs alliés à occuper l'Irak deux ans plus tard, en 2003, mettent le régime syrien sous pression. Bien que totalement engagée dans la lutte contre le terrorisme, main dans la main avec les pays occidentaux et arabes, la Syrie s'opposa fermement à la guerre contre l'Irak, en dépit du fait que les relations entre Damas et Bagdad étaient détestables. Ainsi, juste après la chute de Bagdad, Colin Powell, le secrétaire d'État américain, se rend à Damas porteur d'un ultimatum on ne peut plus clair. Il exigea du président syrien de ne pas aider la résistance à l'occupation américaine de l'Irak (près d'un million et demi d'Irakiens se réfugient en Syrie), de chasser les organisations palestiniennes basées en Syrie, dont le Hamas, accusées de terrorisme, de rompre toute coopération stratégique avec le Hezbollah libanais et l'Iran, et de retirer l'armée syrienne du Liban. Et gâteau sur la cerise : démanteler ses programmes d'armes chimiques et balistiques. Tout cela sans contrepartie concrète. Bachar al-Assad rejeta en bloc toutes les clauses de cet ultimatum. Une guerre totale (économique, clandestine mais aussi politique) pour renverser le régime syrien est engagée, mais cette fois-ci avec la complicité de la France et de l'Arabie Saoudite.

3 - Le 11 novembre 2003, le Congrès américain vote une résolution – dite SyriaAccountabilityAct – autorisant le président des États-Unis à édicter, quand il le déciderait, des sanctions contre Damas. Des sanctions qui n'ont pas tardé à se concrétiser. Un an plus tard, le 2 septembre 2004, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte, à l'initiative conjointe de la France et des États-Unis, par 9 voix sur 15, et 6 abstentions, la résolution 1559 qui appelle «au respect de la souveraineté et de l'indépendance politique du Liban, au retrait de toutes les troupes étrangères de son sol, au désarmement des milices (entendre le Hezbollah) et à une élection présidentielle libre et équitable». Pour mémoire, l'Algérie, le Brésil, la Chine, le Pakistan, les Philippines et la Russie s'étaient abstenus estimant que cette résolution constituait une ingérence dans les affaires intérieures du Liban. Cette résolution visait en fait à empêcher le renouvellement du mandat présidentiel d'Emile Lahoud, un allié sûr de Damas et du Hezbollah, que la Syrie, sentant la difficile période d'incertitude qui s'ouvre devant elle dans la région, voulait à tout prix le voir reconduit. Ces menaces n'ont pas dissuadé Bachar al-Assad de continuer à tenir tête aux États-Unis, à la France et à leurs alliés régionaux, particulièrement l'Arabie Saoudite (à l'époque le Qatar, qui était en conflit avec Riyad, soutenait la Syrie du bout des lèvres). Le soutien syrien au Hezbollah, au Hamas et l'alliance stratégique avec l'Iran se poursuivait donc. Le général Lahoud est réélu pour un deuxième mandat présidentiel au prix d'un amendement constitutionnel, malgré l'opposition initiale du président du Conseil des ministres Rafiq Hariri (il se résigne à la fin d'accepter le fait accompli). Et le contingent militaire et sécuritaire syrien au Liban est maintenu, quoique réduit considérablement (de 40 000 hommes il passe, en 2004, à seulement 15 000).

4 - C'est dans ce cadre qu'un événement majeur intervint : le 14 février 2005, l'ancien président du Conseil est assassiné dans un attentat suicide à la camionnette piégée à Beyrouth. La Syrie et ses alliés sont immédiatement montrés du doigt. Face à l'indignation médiatique et politique d'une partie des Libanais, et dans le monde, la Syrie retire ses dernières troupes du Liban quelques semaines après cet assassinat. Les principaux piliers du régime libanais allié à la Syrie sont pourchassés et arrêtés. Le Conseil de sécurité des Nations unies vote, dans la foulée, le 7 avril 2005, la résolution 1595 créant une commission d'enquête sur l'assassinat de Rafiq Hariri. La Syrie s'incline sans rompre, allant même jusqu'à coopérer avec cette commission d'enquête qui n'a apporté jusqu'ici (2012) aucune preuve crédible sur l'implication de Damas et du Hezbollah dans cet assassinat qui n'a servi, en fin d'analyse, que ses adversaires. Les investigations de la commission d'enquête et le tribunal spécial censé juger les assassins présumés de Hariri n'ont abouti à rien d'autre que de servir d'épée de Damoclès que les Occidentaux brandissent contre leurs adversaires : la Syrie, le Hezbollah et l'Iran. Jusqu'ici, les enquêteurs se sont interdit de pousser leurs investigations en direction des services occidentaux et israéliens ou vers la piste djihadiste pourtant avancée dès les premiers jours du crime. Ce qui a amené de nombreux juristes à accuser ces instances d'instrumentalisation politique.

5 - C'est dans ce contexte défavorable au régime syrien, plus isolé que jamais, mais toujours combatif et récalcitrant face aux exigences des États-Unis englués dans le borborygme irakien, qu'éclata la guerre du Liban en juillet 2006. Elle se révéla très bénéfique pour le régime. Le 12 juillet 2006, au matin, un commando du Hezbollah libanais s'attaqua à une patrouille israélienne à la frontière entre les deux pays, tuant huit soldats israéliens et enlevant deux autres. Cette action audacieuse faisait partie, depuis 2000, de la stratégie du Hezbollah qui cherche à utiliser les prisonniers israéliens capturés comme monnaie d'échange pour faire libérer les milliers de prisonniers libanais, palestiniens et arabes (environ 11 000) détenus en Israël, certains depuis des décennies. Un autre objectif de cette opération : amener Israël à mettre fin à son occupation des hameaux libanais de Cheb'aa dont il s'est emparé depuis 1967. Plusieurs opérations de ce genre avaient eu lieu dans le passé sans que cela ne dégénère en guerre totale. Cette fois-ci, le commandement militaire israélien en a décidé autrement. Le gouvernement israélien d'Ehud Olmert, encouragé par l'Administration américaine, voulait en découdre une fois pour toute avec le Hezbollah, allié de la Syrie et de l'Iran. Liquidé, le Liban tomberait définitivement dans l'escarcelle de l'Occident et de ses alliés. La Syrie ne tarderait pas à tomber à son tour, suivie par l'Iran. Le Grand Moyen-Orient cher aux néoconservateurs deviendrait une réalité. C'est ce qui explique la réaction israélienne disproportionnée à cette opération hardie du Hezbollah. Contre toute attente, le Hezbollah libanais, soutenu par la Syrie, sort victorieux de cette mini-guerre, malgré les énormes dégâts infligés aux infrastructures libanaises. L'offensive israélienne dura 34 jours sans atteindre son objectif affiché : détruire le Hezbollah. Elle coûta la vie à 1 200 Libanais, majoritairement des civils, contre 163 Israéliens dont 119 soldats. Pour les Israéliens c'est une véritable débâcle stratégique. L'armée israélienne qu'on dit la plus puissante du Moyen-Orient ne parvint pas à vaincre la résistance libanaise. Mais c'est aussi une défaite politique majeure pour les États-Unis, la France et ses leurs supplétifs arabes (l'Arabie Saoudite, la Jordanie et l'Égypte qui avaient condamné le Hezbollah plutôt que l'agression israélienne). Par contre, la Syrie et l'Iran ont pavés. Le président syrien Bachar al-Assad, jusqu'ici sur la défensive, n'a pas eu la victoire modeste. Dans un discours célébrant la «victoire de la résistance», il qualifia la troïka arabe qui avait juré sa perte (le roi d'Arabie, le roi de Jordanie et le président Mubarak) de «demi-portion». La guerre entre l'axe pro-syrien et l'axe pro-saoudien est désormais totale, malgré une relative trêve. La déstabilisation de la Syrie est désormais programmée. Une nouvelle étape dans cette guerre : le 27 décembre 2008, l'armée israélienne lança une opération d'envergure contre la bande de Gaza contrôlée par le Hamas, qui était alors soutenu par la Syrie. Mais cette guerre, malgré les dégâts humains subis par les Palestiniens, ne parvint pas à mettre le Hamas à genoux. La guerre se termine le 18 janvier 2009 sans que l'armée israélienne, au moral atteint et à la réputation ternie, réalise ses objectifs. On l'aura compris, à travers l'encerclement de la Syrie, c'est son alliance avec l'Iran, le Hezbollah et le Hamas qui était visée. La manière forte ayant échoué, les États-Unis et leurs alliés vont essayer d'utiliser la carotte. Ce rôle d'aguicheur pour casser l'alliance entre Damas et Téhéran reviendra à la France (et à l'Union européenne), à la Turquie et au Qatar. En contrepartie de cette main tendue, il est désormais demandé à la Syrie (dont le président Bachar sera

accueilli en grande pompe dans les capitales européennes) de s'insérer dans la mondialisation. Une option qui se révéla autrement plus productive pour les Occidentaux que le bâton. Un partenariat économique et stratégique est également signé avec la Turquie. Il s'agissait d'une erreur stratégique fatale que les couches les plus vulnérables de la société syrienne, notamment la paysannerie, paieront le prix. La libéralisation économique, la levée des barrières douanières avec la Turquie, une longue et sévère sécheresse de quatre ans, transformera la paysannerie syrienne en sous-prolétariat autour des villes. Or, ce sont ces couches qui seront la chair à canon de cette contestation. Il faut reconnaître que le pouvoir syrien, autiste ou berné par le mirage de la libéralisation économique sauvage, a mis du temps à réaliser à quel point cette politique d'ouverture économique, combinée à un blocage politique, a ébranlé les fondements sociaux du régime et a éloigné de lui de larges couches qui n'acceptaient l'autoritarisme que tant que la contrepartie était le maintien d'une paix sociale fondée sur la satisfaction des besoins minimaux : logement, pouvoir d'achat, système de santé... D'autant que cette ouverture économique avait aggravé le fléau de la corruption. A cela il faudra ajouter la gestion initiale de la crise par un appareil sécuritaire aussi autiste qu'arrogant. Maintenant, au bout d'un an et demi de rébellion, et après de longues hésitations, le régime revient à une politique qui avait fait ses preuves dans le passé : fin du libéralisme sauvage parallèlement à l'engagement massif de toutes ses forces militaires et sécuritaires dans le combat. C'est en tout cas la lecture qu'on est en droit de faire de l'allocution télévisée de Bachar al-Assad aux ministres du nouveau gouvernement syrien, lors de leur première réunion officielle : guerre totale contre la rébellion et ses soutiens extérieurs et guerre totale contre les lois libérales qui avaient poussé la paysannerie et le lumpenprolétariat dans la révolte. Quant aux réformes substantielles, elles n'interviendraient qu'une fois la paix rétablie.

### *Quels sont les enjeux inavoués dans ce conflit ?*

Ils sont essentiellement régionaux : casser l'alliance avec l'Iran, amener la Syrie à signer une paix au rabais avec Israël, détruire les fondements de l'État-Nation pour livrer la Syrie aux forces wahhabites et islamistes radicales, ce qui signifie l'éclatement de la Syrie en plusieurs entités en guerre entre elles. Ce qui enracinerait la présence occidentale au Moyen-Orient pour les décennies à venir.

Un autre enjeu capital : les monarchies du Golfe, fragilisées elles aussi par le vent de contestation qui souffle sur le monde arabe, et par la transformation inattendue de l'Irak, débarrassé du régime de Saddam Hussein, en un protectorat iranien, cherchent, à travers la chute du régime syrien anti-wahhabite et pro-russe, à transformer la Syrie en base arrière pour reconquérir l'Irak et déstabiliser l'Iran. Elles cherchent surtout à liquider le Hezbollah libanais. Ces objectifs non avoués n'ont pas été jusqu'ici atteints et ne le seront pas tant que le soutien sino-russe ne faiblit pas et tant que l'axe syro-iranien, qui comprend le Hezbollah et l'Irak de Maliki ne se rompt pas.

### *Des affrontements armés se déroulent au Liban, est-ce un début d'embrasement dans la région ?*

Personne n'a intérêt, pour le moment, et tant que le régime syrien et ses alliés libanais (Hezbollah et une majorité des chrétiens) estiment qu'ils ne sont pas menacés à rallumer la guerre civile. Et cela malgré l'utilisation de certaines forces libanaises pro-saoudiennes et pro-qataries sur le territoire libanais pour déstabiliser le régime de Damas. La Syrie a au contraire besoin de maintenir la stabilité du Liban pour s'en servir comme base arrière logistique et financière afin de contourner les sanctions occidentales qui la frappent. Par contre, l'Arabie Saoudite et le Qatar peuvent être tentés de jeter de l'huile sur le feu au Liban pour maintenir la pression sur la Syrie et se servir de ce pays comme voie d'acheminement des hommes, des armes et de l'argent en direction de la rébellion. C'est un risque non négligeable mais à double tranchant : si la Syrie et ses alliés l'emportent, c'est toute l'influence occidentale et saoudienne qui sera éradiquée. Et le Liban basculerait définitivement dans l'axe syro-irako-iranien. Le risque d'un tel scénario (le chaos ou la victoire de l'axe pro-iranien) est dévastateur pour Israël, et c'est la raison pour laquelle les États-Unis seront contraints d'amener ses supplétifs libanais, du Golfe et la Turquie à ne pas trop entraîner le pays du Cèdre dans cette direction incontrôlable. Le meilleur scénario pour l'Occident est de jeter de l'huile sur le feu sans permettre à l'un des camps de l'emporter, ce qui équivaut à un affaiblissement durable de l'État Syrien.

## *La Russie et la Chine empêchent l'Otan d'intervenir en Syrie. Peut-on parler d'une nouvelle confrontation Est-Ouest ?*

On assiste en effet à un changement majeur dans les relations est-ouest et nord-sud. La crise syrienne, après le camouflet libyen, et auparavant la guerre des Balkans, sonne définitivement la fin de l'unilatéralisme occidental dans les relations internationales et annonce l'avènement d'un monde multipolaire. L'avènement des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) participe à ce changement substantiel dans les relations internationales. La crise financière et économique sans précédent en Occident ne favorise pas non plus une nouvelle guerre autrement plus coûteuse que la guerre contre la Libye ou l'Afghanistan. La destruction d'un avion militaire turc dans l'espace aérien syrien donne aux va-t-en-guerre de l'Otan à réfléchir. La Turquie ne le demande d'ailleurs pas, malgré certaines gesticulations, car elle sait à quel point elle s'expose à des représailles de la part de la Syrie (qui pourrait de nouveau jouer la carte des indépendantistes kurdes du PKK qui sont très nombreux en Syrie mais interdits d'agir à partir du territoire syrien). Par ailleurs, l'Iran, l'Irak ou la Russie limitrophe ne permettraient pas une telle intervention. Il n'y aura pas donc une confrontation Est-Ouest, mais un nouveau bras de fer autour du bouclier anti-missile de l'Otan, autour de la Syrie et de l'Iran et, enfin, autour des courants islamistes wahhabites que Moscou, Pékin et New Delhi considèrent comme le cheval de Troie de l'Occident pour déstabiliser la fédération russe. A travers la Syrie, la Russie cherche aussi à éviter la réédition de la guerre de Tchétchénie.

Idem pour la Chine qui ne voudrait pas que l'islam radical ou politique soutenu par l'Occident à travers ses obligés du Golfe et surtout à travers la Turquie atteigne la province chinoise du Xinjiang, aussi appelée Turkestan oriental, peuplée majoritairement par les Ouïgours, turcophones musulmans sunnites, travaillés par des courants séparatistes.

## *Comment expliquer le rôle dominant du Qatar et de l'Arabie Saoudite dans la crise syrienne ?*

Il est illusoire de penser que ces deux monarchies pétrolières agissent d'une manière autonome. Elles dépendent en grande partie des États-Unis qui leur assurent la survie en contrepartie d'une totale soumission ou alignement sur leur agenda géopolitique et énergétique. C'est le cas en ce qui concerne l'actuel bras de fer avec l'Iran. Ces deux monarchies, comme d'ailleurs les quatre autres qui font partie du Conseil de coopération du Golfe (Émirats arabes unis, Koweït, Bahreïn et Oman) ont désigné le régime iranien comme l'ennemi à abattre. En cela, ils suivent l'agenda américain et israélien. Ce suivisme arrange surtout Washington : la prétendue menace iranienne rend la présence militaire américaine dans le Golfe et dans la région indispensable et durable. Ainsi que la multiplication de bases militaires. On ne peut pas comprendre le retournement spectaculaire du Qatar contre l'«ami syrien», sans ce paramètre, à savoir son alliance avec l'Iran. Dans le passé, ces émirats abritaient des bases étrangères en contrepartie de royalties. Aujourd'hui ce sont ces émirats qui couvrent les frais de ces bases ! En fait, ces pays comptoirs sont structurellement fragiles. Pour assurer leur survie, ils doivent, pensent-ils, fragiliser leurs puissants voisins. C'est ainsi qu'ils ont participé à la destruction de l'Irak, à l'affaiblissement de l'Égypte et aujourd'hui œuvrent inlassablement pour casser l'Iran et ses alliés. Non seulement à travers leur soumission à la stratégie militaire occidentale et israélienne, mais aussi à la stratégie énergétique. Comment ? Les monarchies pétrolières appliquent, en matière de prix pétroliers et gaziers, les consignes américaines. La guerre des prix déclenchée vers le milieu des années quatre-vingts du siècle dernier a été coordonnée avec la politique de l'Agence internationale de l'énergie dont l'objectif premier avait été de casser l'Opep et les pays pétroliers récalcitrants et souverainistes comme l'Algérie, l'Irak, l'Iran, le Nigeria ou le Venezuela et la Russie. Et quand le roi Fayçal a voulu utiliser l'arme du pétrole après 1973, il a été assassiné ! Depuis, elles ont bien rempli cette mission au vu des ravages que cette guerre des prix avait provoqué contre ces pays. Le Qatar, par sa politique gazière offensive, reproduit le même schéma. Avec une infrastructure gazière ultra-compétitive et une flotte ultra-moderne, cet émirat gazier cherche à nuire à la Russie et à l'Algérie sur le marché européen et à l'Iran sur le marché asiatique. Il était aussi question, selon ce plan, de construire un gazoduc via la Syrie. Le refus de Damas, alliée de Moscou, d'accepter ce tracé, explique en partie le retournement du Qatar contre la Syrie.

Reste enfin une autre motivation, capitale celle-ci, qui anime ces deux monarchies wahhabites : la

wahhabisation de la Syrie, donc son affaiblissement, prélude à sa soumission à la stratégie américaine qui a toujours favorisé l'islam dit politique dans le monde contre les courants nationalistes arabes.

### **Au plan strictement interne, quelles parts prennent les clivages confessionnels et les difficultés sociales dans la crise dans ce pays ?**

La Syrie, comme le Liban ou l'Irak, est composée d'une multitude de confessions religieuses. Le ciment qui les soude est l'arabité, dans la mesure où près de 90% de la population se définit comme arabe. Le parti Baas (comme d'ailleurs tous les partis nationalistes de types nassériens, unionistes arabes ou nationalistes syriens, voire les partis dits progressistes...) se veut le miroir de cette réalité. Il projette de fédérer toutes les communautés religieuses dans un État national arabe et séculier qui transcenderait l'antagonisme confessionnel et ethnique. Ce projet définit l'islam comme l'un des éléments constitutifs de l'identité nationale arabe, mais pas le seul. L'islam sunnite est certes majoritaire dans le pays (65%), mais il est traversé par des sensibilités antagonistes. Dans leur écrasante majorité, les Syriens sunnites sont de sensibilité soufie et craignent plus que tout l'islam wahhabite qui, s'il parvient à s'emparer du pouvoir en Syrie, risque de les éradiquer, comme il l'avait fait dans la province du Hedjaz conquise par les Saoudiens. Basés essentiellement dans les villes, ces sunnites de sensibilité soufie constituent, avec les minorités alaouite, chrétienne, druze et ismaélite, la majorité de la population. Cela explique sans doute pourquoi le régime continue à bénéficier d'une large majorité dans l'opinion (au moins la moitié de la population), par conviction ou par réalisme, ou tout simplement par rejet des ingérences étrangères occidentales, turque ou des monarchies du Golfe. La seule composante non arabe de la population syrienne, à savoir les Kurdes (10%), est majoritairement acquies au pouvoir. Leur aversion de la Turquie explique, entre autres, leur soutien critique au régime qui, aux premiers mois de la révolte, avait accordé la nationalité syrienne à quelques 300 000 Kurdes apatrides. Mais ce qui crée l'illusion que l'actuel régime syrien est un régime confessionnel alaouite c'est sans doute le fait que le nombre des officiers au sein de l'armée ou de l'appareil sécuritaire est disproportionné avec leur importance numérique au sein de la population pour des raisons historiques et sociales. Car pendant que les fils de la bourgeoisie des villes boudaient ces deux institutions, les fils des paysans et des minorités y voyaient un moyen rapide d'ascension sociale. C'est aussi le fait que l'actuel président est lui-même issu de la communauté alaouite (15% de la population) comme de nombreux hauts militaires. Il n'en reste pas moins que les clivages sont essentiellement socio-économiques et les vrais décideurs économiques et sociaux sont majoritaires au sein de la bourgeoisie sunnite des villes. Comme l'a souligné l'opposant syrien Haytham Manna, sur 500 décideurs économiques ou dans les milieux des affaires, on compte à peine 15 issus de la communauté alaouite. Même si l'un des plus riches hommes d'affaires connus en Syrie n'est personne d'autre que Rami Makhlouf, le cousin du président. Les clivages actuels, comme je l'avais mentionné plus haut, sont essentiellement socioéconomiques et géographiques (la campagne contre la ville, la paysannerie et la petite bourgeoisie contre les affairistes), des clivages aggravés par la politique de libéralisme effréné conduite au nom des réformes structurelles et de l'efficacité économique exigées par l'Union européenne.

On parle d'une opposition intérieure et d'une autre extérieure. Ces deux oppositions sont-elles alliées ou, au contraire, antagoniques?

Comme vient de le montrer la dernière conférence réunie au Caire cette première semaine de juillet sous l'égide de la Ligue arabe, de l'ONU et des pays occidentaux pour unifier les rangs de l'opposition syrienne, cette dernière ne parvient pas à surmonter ses divergences. Les groupes armés qui mènent la guérilla à l'intérieur (majoritairement islamistes) ont rejeté d'emblée la tenue d'une telle conférence, qui impliquerait leur marginalisation. Ils ont même accusés ces opposants réunis au Caire de «comploteurs contre la révolution». Il ne faut pas se tromper : la principale force d'opposition contre le régime du Baas est, sur le terrain, celle des Frères musulmans. C'est cette opposition qui reçoit l'essentiel des fonds, des armes et des djihadistes venus de l'extérieur. Même au sein de l'opposition extérieure dite libérale et démocratique, les Frères musulmans sont omniprésents et décident de tout en veillant cependant à mettre en avant certaines figures libérales, laïques ou démocratiques.

Cette division de l'opposition fait le jeu du régime. Entre partisans de la militarisation de la révolte, ceux



qui appellent l'Otan à intervenir et ceux qui ne cherchent que des réformes démocratiques, le fossé est infranchissable.

A l'intérieur, l'Armée syrienne libre (ASL) rejette tout compromis avec le pouvoir. Son jusqu'au-boutisme est à la mesure de son éclatement et de sa faiblesse. Le Comité général de la révolution syrienne (CGRS), composé d'opposants intérieurs qui rejettent l'ingérence étrangère, fait bande à part. Créé en août 2011, le CGRS s'était fixé pour objectif de «resserrer» les liens entre les différentes factions opposantes agissant en Syrie. En vain. Quant au Conseil national syrien (CNS), vitrine extérieure de l'opposition adoubee par les Occidentaux et les «démocrates» du Golfe, il est contrôlé par les Frères musulmans, eux-mêmes divisés entre intérieur et extérieur.

Il faut ajouter à ce tableau les Comités locaux de coordination (CLC) et le Comité de coordination pour le changement national et démocratique (CCCND) ainsi la Coalition des forces laïques et démocratiques (CFLD). Toutes ces structures ne pèsent pas lourd sur le terrain face aux groupes djihadistes qui semblent gagner du terrain, mais n'ont pas de stratégie cohérente.

De grandes incertitudes pèsent sur l'évolution des événements en Syrie. Une solution à court terme à la crise est-elle envisageable ?

Bien malin celui qui se hasarderait à donner un diagnostic fiable de l'évolution des événements en Syrie. Il convient cependant d'observer que, contrairement à ce qui s'est passé dans les autres pays du mal nommé «printemps arabes», en seize mois, le régime est encore debout et même capable d'organiser des manœuvres militaires grandioses (mer, terre et air). Ce qui montre qu'il a confiance en l'institution militaire. On n'a également observé aucun effondrement dans l'armée, les services de sécurité, l'Administration et le corps diplomatique. L'alliance avec la Russie, la Chine, l'Iran et le Hezbollah ne s'est pas fissurée. Mieux encore, l'Irak, contre toute attente, a ouvert son marché aux produits syriens, rendant peu opérationnelles les sanctions occidentales contre l'économie syrienne...

Mais il est illusoire de croire, comme le souhaitent certains ultras du régime, que l'option militaire et sécuritaire soit le remède. Certes, les ultras de l'autre camp facilitent la tâche des éradicateurs du régime en exigeant le départ de Bachar, le démantèlement de l'appareil sécuritaire et militaire plutôt qu'un dialogue productif qui déboucherait sur un régime de transition qui préserve la Syrie d'une guerre civile assurée.

C'est la philosophie préconisée par le plan Annan, par les Russes et les Chinois et certains pays arabes lucides comme l'Algérie. En dehors de ce plan de transition qui permettrait aux Syriens de retrouver entre eux le chemin de l'unité, de la démocratie et de la stabilité, il n'y a pas de salut.

Je doute cependant que les pays occidentaux et leurs supplétifs arabes puissent donner une suite favorable à ce plan qu'ils avaient pourtant approuvé à Genève. La sortie de crise en Syrie échappe désormais aux seuls Syriens. Elle est entre les mains des Russes et des Occidentaux.

Le médiateur onusien Kofi Annan n'a pas mâché ses mots en identifiant les responsables de l'enlisement de la crise. Dans un entretien accordé au Monde, il s'est indigné contre ceux qui accusent les Russes d'empêcher une «transition crédible» en Syrie.

«Mais ce qui me frappe, a-t-il dit sans faux-fuyants, c'est qu'autant de commentaires sont faits sur la Russie, tandis que l'Iran est moins mentionné, et que, surtout, peu de choses sont dites à propos des autres pays qui envoient des armes, de l'argent et pèsent sur la situation sur le terrain. Tous ces pays prétendent vouloir une solution pacifique, mais ils prennent des initiatives individuelles et collectives qui minent le sens même des résolutions du Conseil de sécurité.» Le Grand Jeu se joue aujourd'hui en Syrie. Au grand malheur des Syriens qui en paient le prix.

<http://algeriepatriotique.com/article/majed-nehme-explique-la-guerre-en-syrie-pour-algeriepatriotique-1>

---

## 2 Pays Arabes & voisins

### Liban

L'armée libanaise renforce sa présence à la frontière avec la Syrie

L'armée libanaise a commencé mardi à renforcer sa présence à la frontière avec la Syrie à la suite d'incidents répétés dans le nord du Liban, a indiqué un porte-parole militaire. "Nous avons commencé à nous déployer et cela prendra entre une semaine et dix jours", a-t-il dit. Le conseil des ministres a décidé

lundi soir de renforcer la présence de l'armée à la frontière libano-syrienne à la suite de plusieurs incidents récents, parfois meurtriers. L'armée libanaise a annoncé que des "échanges de tirs ont eu lieu entre les troupes syriennes et des hommes armés" dans la nuit de lundi à mardi et que des obus s'étaient abattus sur le sol libanais, faisant des blessés parmi les civils. L'agence officielle syrienne Sana a affirmé de son côté que les soldats syriens avaient déjoué une tentative d'infiltration de "groupes terroristes" à partir de la frontière libanaise.

La France a condamné mardi des tirs d'obus syriens ainsi que la répétition ces derniers jours d'incidents à la frontière entre les deux pays. "Nous appuyons la décision du conseil des ministres libanais de renforcer la présence des forces armées libanaises aux frontières, pour garantir la sécurité du territoire et des populations libanaises", a affirmé le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Bernard Valero, lors d'un point de presse. "La France appelle la Syrie au strict respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Liban, conformément aux résolutions des Nations unies", a-t-il ajouté.

L'incident intervient deux jours après la mort de deux personnes lors d'accrochages et d'explosions dans la zone.

<http://www.assawra.info/spip.php?article362>

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

*" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19*